

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2024/200448]

13 DECEMBER 2023. — Decreet tot wijziging van het decreet van 23 april 2018 betreffende de gezinsbijslagen (1)

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel 28 van het decreet van 23 april 2018 betreffende de gezinsbijslagen; gewijzigd bij het decreet van 15 december 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende:

“ § 5 - In afwijking van § 1, eerste lid, 2°, kunnen de ouders die geen gemeenschappelijke woonplaats hebben, een gemeenschappelijke verklaring afgeven waaruit blijkt welke ouder, door meer dan de helft van de onderhoudskosten voor het kind te betalen, het kind werkelijk opvoedt. Die verklaring heeft tot gevolg dat die persoon bijslagtrekkende van de kinderbijslag is.

De verklaring vermeld in het eerste lid eindigt zodra één van de ouders de beëindiging ervan wenst.

De Regering kan bepalen volgens welke regels de personen vermeld in het eerste lid de verklaring vermeld in het eerste lid afgeven.”

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidende:

“ § 6 - Een natuurlijke persoon die overeenkomstig de paragrafen 1 tot 5 als bijslagtrekkende van de basiskinderbijslag is aangewezen, kan een andere meerderjarige persoon met wie hij een gezin in de zin van artikel 3, eerste lid, 9°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen vormt, aanwijzen als bijslagtrekkende van de kinderbijslag van alle kinderen voor wie hij de oorspronkelijke bijslagtrekkende is.

De overeenkomstig het eerste lid plaatsgevonden aanwijzing eindigt, zodra de overeenkomstig de paragrafen 1 tot 5 als oorspronkelijke bijslagtrekkende aangewezen persoon een beëindiging van de overeenkomstig het eerste lid plaatsgevonden aanwijzing wenst. Ze eindigt van rechtswege, zodra die persoon niet langer een gezin vormt met de persoon die hij als bijslagtrekkende heeft aangewezen.

Voor de toepassing van het eerste en het tweede lid geven personen die hun woonplaats in het buitenland hebben, een verklaring af waarin staat dat ze een gezin vormen.

De Regering kan bepalen volgens welke regels de persoon vermeld in het eerste lid een nieuwe bijslagtrekkende aanwijst.”

Art. 2. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 13 december 2023.

O. PAASCH,

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen en Financiën

A. ANTONIADIS,

De Viceminister-President, Minister van Gezondheid
en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting

I. WEYKMANS,

De Minister van Cultuur en Sport, Werkgelegenheid en Media

L. KLINKENBERG,

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

Nota

(1) Zitting 2023-2024

Parlementaire stukken: 289 (2023-2024) Nr. 1 Ontwerp van decreet

289 (2023-2024) Nr. 2 Verslag

289 (2023-2024) Nr. 3 Tekst aangenomen door de plenaire vergadering

Integraal verslag: 13 december 2023 - Nr. 67 Bespreking en stemming

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/200500]

7 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Titre II et le Titre II/1 de la partie III de la partie réglementaire du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement en ce qui concerne l'initiation à l'environnement et la reconnaissance et subventionnement structurel des associations environnementales

Le Gouvernement wallon,

Vu le livre Ier du Code de l'environnement, l'article D.25, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 23 janvier 2014, l'article D.27, les articles D.28-1, alinéa 2, D.28-9, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, et § 2, D.28-11, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéas 3 et 4, D.28-12, § 1^{er} et § 2, alinéas 1^{er} et 2, D.28-13, alinéas 1^{er} et 2, D.28-14, alinéas 1^{er} et 2, D.28-15, alinéa 4, et D.28-16, § 2, alinéa 2, insérés par le décret du 23 janvier 2014;

Vu la partie réglementaire du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 mars 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 avril 2023;

Vu le rapport du 7 avril 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis N° 74.130/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 septembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le Livre 1^{er}, Partie III, du Code de l'Environnement, le titre II est remplacé par ce qui suit :

« Titre II. — Initiation à l'environnement

Chapitre 1^{er}. — Disposition générale

Art. R. 34. § 1^{er}. Au sens du présent titre, l'on entend par :

1° « l'administration » : les services désignés par le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions;

2° « CRIE » : centre régional d'initiation à l'environnement;

3° « le comité d'accompagnement » : le comité d'accompagnement visé à l'article R. 40-15;;

4° « ASBL » : association sans but lucratif constituée conformément au Code des sociétés et des associations

§ 2. Les délais visés au présent arrêté sont des délais de rigueur.

Chapitre 2.- Agrément

Art. R. 34/1. § 1^{er}. Toute ASBL qui répond aux conditions fixées par l'article D. 25 peut solliciter l'agrément relatif à la prise en charge de la gestion d'un CRIE.

La demande d'agrément est transmise à l'administration selon les modalités fixées par le Ministre et comprend les renseignements suivants :

1° la dénomination de l'ASBL, son adresse, ainsi qu'une copie de la publication de ses statuts et du dernier acte de nomination de ses administrateurs ou une copie certifiée conforme de la demande de publication des statuts;

2° une note décrivant le projet envisagé au regard des missions visées à l'article D. 24 de la partie décrétable;

3° un budget prévisionnel nécessaire à la réalisation du projet visé à l'article D. 24, 3° dans le cadre du montant fixé à l'article R. 37.

§ 2. Le Ministre notifie, par courrier, à l'ASBL demanderesse l'agrément ou le refus d'agrément dans les trois mois qui suivent la réception de la demande reconnue complète. Sans réponse dans ce délai, l'association pourra adresser une lettre de rappel.

Art. R. 35. Le Ministre peut procéder à tout moment au retrait de l'agrément moyennant l'avis du comité d'accompagnement visé à l'article D.28-1 lorsqu'une des conditions suivantes est rencontrée :

1° l'ASBL ne répond plus aux conditions fixées par l'article D. 25, alinéa 3;

2° la mission n'a pas été accomplie conformément à son objet tel que défini dans l'agrément;

3° le titulaire de l'agrément s'est opposé au contrôle par l'administration de l'accomplissement de sa mission;

4° le rapport général de mise en œuvre d'activités, le rapport comptable, ou tout autre document qui doit être communiqué n'ont pas été transmis par le titulaire de l'agrément conformément au délai prescrit par la décision d'agrément;

5° les subventions n'ont pas été affectées aux dépenses qu'elles sont censées couvrir;

Le Ministre informe l'ASBL par lettre recommandée avec accusé de réception sa décision de retirer l'agrément.

Art. R. 36. Sans préjudice de l'article R. 35, le Ministre peut renouveler l'agrément après une période de trois ans.

Six mois avant la fin de l'agrément, l'ASBL peut introduire une nouvelle demande selon la procédure fixée à l'article R. 34/1.

Le Ministre statue dans les trois mois de la réception de la demande.

Art. R. 37. § 1^{er}. Le Ministre octroie à l'ASBL agréée une subvention annuelle qui permet d'assurer le fonctionnement du CRIE.

Les frais de fonctionnement sont calculés sur base des coûts éligibles suivants :

1° les frais de personnel dans la limite des échelles salariales applicables aux agents de la fonction publique wallonne et

a) nécessaires à la mise en place du plan d'actions environnementales

b) nécessaires au fonctionnement de l'ASBL, soit les fonctions d'appui et de coordination;

2° les frais de fonctionnement qui correspondent à quinze pour cent du montant total de la subvention;

3° les frais de fonctionnement spécifiques liés aux actions proposées (déplacement, frais de communication spécifiques, frais d'édition...);

4° les frais d'investissement.

§ 2. La subvention est liquidée selon les modalités suivantes :

1° une première tranche de 50

à la notification de la décision d'octroi de la subvention (année n);

2° une deuxième tranche de 40

six mois après la réception de la subvention sur la base de l'avis du comité de suivi;

3° une troisième tranche de 10

sur la base d'un rapport annuel de mise en œuvre, d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable et d'un état récapitulatif exact des dépenses et des recettes, accompagné des pièces justificatives en année n+1.

Art. R. 38. § 1^{er}. Le Comité d'accompagnement compte douze membres effectifs et suppléants ainsi que cinq observateurs représentant les associations environnementales reconnues, nommés par le Gouvernement. La composition du comité tient compte de la dimension genrée. Les membres sont :

1° un représentant du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement en charge respectivement des thématiques de l'environnement, l'agriculture et la nature et les forêts;

- 2° un représentant du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie en charge respectivement des thématiques de l'aménagement du territoire et de l'énergie;
- 3° un représentant du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures en charge de la mobilité;
- 4° un représentant Service public de Wallonie Secrétariat général, Direction du Développement durable;
- 5° un représentant du pôle "Environnement";
- 6° quatre représentants du monde académique spécialisé dans la protection de l'environnement, l'amélioration de l'état de l'environnement, l'éducation à l'environnement, la sensibilisation à l'environnement, et/ou le management associatif;
- 7° un représentant des ASBL reconnues comme fédération-réseau selon l'art. D 28-6;
- 8° un représentant des ASBL agréées en tant que CRIE.

§ 2. Le Gouvernement désigne parmi les membres du Comité d'accompagnement un président et un vice-président.

La durée du mandat des membres est fixée à six ans.

Le contenu minimal du règlement d'ordre intérieur, tel que défini par l'article 2, 19°, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative peut être complété par le Gouvernement.

§ 3. Le siège du Comité d'accompagnement est situé au siège du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. Le secrétariat est assuré par le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et a notamment pour mission d'organiser les réunions du Comité d'accompagnement, de préparer un projet de rapport annuel d'activités et un projet de règlement d'ordre intérieur.

§ 4. Chaque année, le Comité d'accompagnement adresse, avant le 30 septembre, au Gouvernement, un rapport d'activités. ».

Art. 2. Dans le même code, le Titre II/1, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Titre II/1. — Reconnaissance et subventionnement des associations environnementales

Chapitre 1^{er}. — Disposition générale

Art. R.39. Au sens du présent titre, l'on entend par :

- 1° « l'administration » : les services désignés par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions;
- 2° " l'ASBL " : association sans but lucratif constituée conformément au Code des sociétés et des associations

Chapitre 2. — Reconnaissance des associations en tant qu'associations environnementales

Section 1^{re}. — Procédure de reconnaissance des associations

Art. R. 40. § 1^{er}. La reconnaissance est accordée pour une durée de six ans par le Ministre pour une des catégories suivantes :

- 1° fédération ou réseau;
- 2° association régionale;
- 3° association locale selon l'article D.28-4.

Cette demande est introduite au moyen d'un formulaire déterminé par le Ministre de l'Environnement au plus tard le 31 janvier ou au plus tard le 31 juillet selon l'article D. 28-9.

§ 2. Les modalités d'introduction d'une demande de reconnaissance via le guichet unique visé à l'art. D 28-10 seront déterminées par le Gouvernement qui pourra déléguer ce pouvoir au Ministre compétent. Un courrier statuant sur le caractère complet et recevable de la demande sera transmis à l'association demanderesse dans un délai de vingt jours ouvrables, à dater du jour qui suit celui de la réception de la demande.

Sans réponse dans ce délai, l'association pourra adresser une lettre de rappel.

La demande est considérée comme incomplète s'il manque les éléments définis aux articles R. 40-3, et R. 40-4.

Lorsque la demande est déclarée incomplète, l'administration envoie aux demandeurs la liste des éléments manquants et précise le délai endéans lequel les documents manquants lui sont transmis, et ce, au maximum dans un délai de quinze jours ouvrables, à dater de la réception de la liste des éléments manquants.

Si le ou les demandeurs n'ont pas envoyé les éléments demandés dans le délai imparti, la demande est déclarée irrecevable.

Dans les vingt jours ouvrables, à dater de la réception des éléments manquants, l'administration envoie sa décision qui statue sur le caractère complet et recevable de la demande à l'association demanderesse.

Art. R. 40-1. La reconnaissance est accordée à partir du premier janvier ou du premier septembre en fonction de la date d'introduction pour une durée de six ans.

Art. R. 40-2. Au plus tard six mois avant la fin de la reconnaissance, l'association introduit une demande de renouvellement à l'administration via le guichet unique visé à l'article D. 28-10.

La demande de renouvellement comprend une actualisation des éléments visés à la section 2 du présent chapitre.

La procédure de renouvellement est celle prévue à l'article R.40 à R. 40-2.

Section 2. — Contenu minimal de la demande de reconnaissance

Art. R. 40-3. § 1^{er}. La demande de reconnaissance peut être introduite par une ou plusieurs associations environnementales conjointement comprend au minimum les éléments suivants pour chacune des associations demanderesses selon le formulaire prévu à l'article D. 40 § 1 :

- 1° l'identification de la catégorie pour laquelle la demande de reconnaissance est introduite;
- 2° l'adresse du centre d'opération, et les coordonnées de l'association;
- 3° un bilan financier qui comprend un tableau récapitulatif des recettes et des dépenses par poste des trois années précédant l'introduction de la demande;

4° une note qui présente son objet principal et sa vision stratégique et explique comment les actions de l'association correspondent à des missions d'intérêt général, s'intègrent dans les politiques environnementales et répondent aux défis environnementaux majeurs de la société au niveau local, régional, national, international;

5° un compte-rendu des activités réalisées lors des deux exercices civils précédents, qui mentionne une description des activités, les publics visés et indique les communes, et les régions, où ont été exercées les activités;

6° une déclaration sur l'honneur attestant du respect de l'article D. 28-5, 3°;

7° le numéro de la police d'assurance en responsabilité civile qui couvre l'ensemble des dommages qui résultent de son activité, de celui de son personnel ou de ses bénévoles.

Art. R. 40-4. Pour être reconnue en tant que "Fédération ou Réseau", la demande de reconnaissance visée à l'article D. 28-6 comprend les éléments complémentaires suivants :

1° la liste de ses membres ainsi que les conditions à remplir pour devenir membre;

2° la liste des services que l'association offre à ses membres et au public et la liste des services effectivement rendus à leurs membres et au public dans les deux exercices civils précédents;

3° la liste des instances dans lesquelles l'association représente ses membres.

Chapitre 3. — Subventionnement des associations reconnues en tant qu'associations environnementales

Art. R. 40-5. § 1^{er}. L'association reconnue en tant qu'association environnementale peut introduire une demande de subvention sur base d'un plan d'actions environnementales prévu sur trois ans.

Cette demande peut également être introduite par une fédération ou un réseau soit pour lui-même, soit pour les associations reconnues en tant qu'associations environnementales qui la composent moyennant l'accord de celles-ci.

Le Gouvernement wallon peut indexer annuellement ce montant.

§ 2. Le Plan d'actions environnementales d'une association agréée comme gestionnaire d'un CRIE décrit notamment les missions spécifiques aux CRIE reprises dans l'art. D. 24.

§ 3. Les montants éligibles pour les subventions sont déterminés selon le plan d'actions environnementales de l'association, validé par le comité d'accompagnement, comprenant le personnel (nombre d'équivalents temps plein) nécessaire à la réalisation des activités.

§ 4. Un rapport d'évaluation de la demande de subventionnement est rédigé par l'administration et transmis au Ministre concerné selon les modalités reprises à l'article R.40 § 2.

§ 5. Le Ministre envoie sa décision à l'association demanderesse dans un délai d'un mois à dater du jour qui suit la date de réception du rapport d'évaluation de l'administration.

Art. R. 40-6. La subvention est payée selon les modalités reprises dans l'article D.28-13. Le montant visé au deuxième alinéa est fixé à 3.000 euros.

Pour les subventions inférieures à 3.000 euros, les associations environnementales sont dispensées de la transmission des justificatifs visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, et des pièces justificatives et preuves de paiement visées à l'alinéa 1^{er}, 4°, moyennant la transmission d'une déclaration sur l'honneur dont le contenu est déterminé par le Gouvernement. L'association environnementale qui justifie ses dépenses via une déclaration sur l'honneur est tenue de conserver les pièces probantes pendant cinq ans. Le Gouvernement est habilité à adapter le montant visé et à préciser les modalités entourant cette dépense.

Art. R. 40-7. La demande de subvention visée à l'article R.40-5 comprend un plan d'actions environnementales qui, outre les éléments énumérés à l'article D.28-12, § 2 contient au minimum les éléments suivants :

a) le programme d'activités pour la première année avec une prospective sur trois ans;

b) l'identification des publics visés par les activités;

c) les stratégies et méthodologies que l'association entend mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans le plan d'actions de sensibilisation à l'environnement d) des indicateurs de résultat;

e) la description et l'affectation des ressources logistiques, humaines et financières nécessaires à la réalisation des objectifs fixés par le programme d'activités;

f) le cas échéant, un rapport d'évaluation du plan d'actions de sensibilisation à l'environnement échu réalisé préalablement.

Le Ministre fixe le formulaire de demande.

Le montant de la subvention sollicitée est ventilé selon les postes prévus à l'article R. 40-8 ainsi que les recettes découlant de l'activité et les autres sources de financement.

Art. R. 40-8. § 1^{er} Le Ministre détermine le mode de calcul de la subvention et ce sur base forfaitaire, et étant entendu que la subvention couvre les frais de fonctionnement liés à la réalisation d'un plan d'actions environnementales.

§ 2 Les frais de fonctionnement sont calculés sur base des coûts éligibles suivants :

1° les frais de personnel dans la limite des échelles salariales applicables aux agents de la fonction publique wallonne et

a) nécessaires à la mise en place du plan d'action de sensibilisation à l'environnement

b) nécessaires au fonctionnement de l'ASBL, soit les fonctions d'appui et de coordination;

2° les frais de fonctionnement qui correspondent à quinze pour cent du montant total de la subvention;

3° Les frais de fonctionnement spécifiques liés aux actions proposées (déplacement, frais de communication spécifiques, frais d'édition...)

4° les frais d'investissement.

§ 3 Sur base de motivations dûment justifiées auprès du comité d'accompagnement et validées par l'administration le bénéficiaire pourra constituer une réserve pour passif social à hauteur de maximum trente pour cent des frais de personnel subventionnés.

Chapitre 4. — Contrôle et évaluation

Section 1^{re}. — Contrôle

Art. R. 40-9. Le Ministre contrôle le respect des conditions de reconnaissance visées aux articles D. 28-5 à D. 28-8 par l'association environnementale.

Art. R. 40-10. L'association transmet à l'administration, un rapport général de mise en œuvre d'activités, via le guichet unique visé à l'article D. 28-10, au plus tard le 1^{er} avril de l'année suivante, pour les associations reconnues à partir du 1^{er} janvier ou le 1^{er} octobre de l'année suivante pour les associations reconnues à partir du 1^{er} juillet. Ce rapport général de mise en œuvre des d'activités doit être accompagné d'une déclaration de créance et d'un tableau récapitulatif des recettes et des dépenses par poste budgétaire qui permettent de justifier l'utilisation de la tranche écoluée.

Le rapport annuel d'activités est transmis à l'administration via le guichet unique visé à l'article D. 28-10.

Conformément à l'article D.28-14, alinéa 2, le bilan comptable de l'association est joint au rapport général de mise en œuvre d'activités.

Art. R. 40-11. Le rapport général de mise en œuvre d'activités visé à l'article D.28-15 fait le bilan du plan d'actions environnementales.

L'association environnementale ou la fédération ou réseau adresse au Gouvernement six mois avant le terme du plan d'actions environnementales ce rapport.

Le Gouvernement approuve ou refuse ce rapport dans les trois mois de la réception.

L'association environnementale ou la fédération ou réseau peut envoyer une lettre de rappel.

Section 2. — Suspension et retrait de la reconnaissance et des subventions

Art. R. 40-12 § 1^{er}. Lorsque le Ministre constate, sur base d'un rapport faisant état des procès-verbaux des comités d'accompagnement ou d'autres éléments, qu'une association ne respecte pas ou plus les conditions d'octroi de la reconnaissance ou du subventionnement, il adresse à l'association, par envoi recommandé ou par tout autre moyen donnant date certaine à l'envoi et à la réception, un avertissement et lui indique le délai endéans lequel elle doit satisfaire aux conditions d'octroi de reconnaissance et/ou du subventionnement.

Le Ministre peut suspendre l'octroi des subventions durant cette période.

L'association reconnue est invitée à faire valoir ses moyens de défense avant toute décision de suspension.

§ 2. Si à l'expiration du délai imparti l'association ne s'est pas conformée, le Ministre procède au retrait de la reconnaissance ou au retrait de la subvention. Le retrait de la reconnaissance engendre le retrait de la subvention structurelle sans préjudice du montant de la subvention structurelle déjà liquidé. L'association reconnue est invitée à faire valoir ses moyens de défense avant toute décision de retrait.

La décision portant retrait de la reconnaissance ou du subventionnement est notifiée à l'association par envoi recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen de droit donnant date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte.

Chapitre 5. — Recours

Art. R. 40-13 § 1. Un recours est ouvert à l'association demanderesse auprès du Gouvernement dans les cas suivants :

1° contre la décision relative au subventionnement structurel visé aux articles R.40-5 § 5;

2° contre une décision de refus d'octroi de la subvention visé aux articles R.34/1 § 2, R. 35;

3° en cas de refus et de retrait d'agrément visés aux articles R. 34/1 § 2 et R. 35;

4° en cas de refus de reconnaissance visé à l'article R. 40-1;

5° en cas de retrait total ou partiel de subvention visé à l'article R. 40-12;

6° en cas de retrait de reconnaissance visé à l'article R. 40-12.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est introduit dans un délai de trente jours à dater du jour qui suit celui de :

1° la réception des décisions visées aux articles R. 34/1 § 2, R.35, R. 36, R. 40-1, R. 40 § 5, R 40-12;

2° l'expiration du délai imparti pour l'envoi de la décision prévue aux articles R. 34/1 § 2, R. 36, R. 40 § 2, et R. 40-12, § 2.

Le recours est envoyé au siège du comité d'accompagnement. Il précise les éléments sur lesquels l'association se fonde pour contester la décision et si l'association souhaite être entendue.

§ 2. Le comité d'accompagnement, prévu à l'art. D. 28-1, transmet, dans un délai de soixante jours ouvrables, à dater de la réception du recours un rapport d'avis au Gouvernement. Le Gouvernement envoie sa décision dans un délai de quarante-cinq jours ouvrables, à dater de la réception du rapport d'avis du comité d'accompagnement ou à l'expiration du délai imparti au comité d'accompagnement pour transmettre sa proposition de décision.

Chapitre 6.- Comité d'accompagnement

Art. R. 40-14. L'appel public à candidature visé à l'article D. 28-17, § 4, est publié par l'administration au *Moniteur belge*. L'appel public à candidature précise les éléments

suivants :

1° l'intitulé et l'objet du ou des mandats;

2° les incompatibilités;

3° l'adresse à laquelle l'acte de candidature est transmis;

4° le délai endéans lequel l'acte de candidature est envoyé pour être recevable.

Art. R40-15. Pour être considérée comme complète, la candidature visée à l'article 28-17, § 4, alinéa 2, contient à tout le moins :

- le curriculum vitae démontrant l'appartenance au monde académique;

- tous les éléments permettant de démontrer la spécialisation dans la protection de l'environnement, l'amélioration de l'état de l'environnement, l'éducation à l'environnement, la sensibilisation à l'environnement, et/ou le management associatif. ».

Art. 3. Dans l'attente de la mise en place du guichet unique visé à l'article D. 28-10, les demandes de reconnaissance et de subventionnement des associations environnementales ainsi que les rapports d'activités et rapports généraux de mise en œuvre des plans d'actions environnementales sont introduits à l'administration sous forme électronique via courrier électronique ou toutes voies numériques définies par le Ministre.

Art. 4. Dans la période transitoire, les demandes de reconnaissances et de subventionnement pourront être introduites jusqu'au 31 janvier 2024 pour une reconnaissance et un subventionnement avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024. La période de subventionnement pour le plan d'actions environnementales des associations reconnues ne dépassera pas la date du 30 juin 2025. Le Ministre de l'Environnement prévoit les modalités de la poursuite du subventionnement au plus tard le 31 octobre 2024 selon les modalités du présent arrêté.

Art. 5. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 7 décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/200500]

7. DEZEMBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung von Titel II und Titel II/1 von Teil III des verordnungsrechtlichen Teils von Buch 1 des Umweltgesetzbuchs in Bezug auf die Umwelterziehung und die Anerkennung und strukturelle Bezuschussung von Umweltvereinigungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Artikels D.25 Absatz 1, geändert durch das Dekret vom 23. Januar 2014, des Artikels D.27, der Artikel D.28-1 Absatz 2, D.28-9 § 1 Absätze 2 und 3 und § 2, D.28-11, § 1 Absatz 2 und § 2 Absätze 3 und 4, D.28-12 § 1 und § 2 Absätze 1 und 2, D.28-13 Absätze 1 und 2, D.28-14 Absätze 1 und 2, D.28-15 Absatz 4 und D.28-16 § 2 Absatz 2, eingefügt durch den Erlass vom 23. Januar 2014;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils von Buch 1 des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund der am 8. März 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 13. April 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 7. April 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 27. September 2023 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 74.130/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Buch 1, Teil III des Umweltgesetzbuchs erhält Titel II folgende Fassung:

„Titel II — Umwelterziehung

Kapitel 1 — Allgemeine Bestimmung

Art. R. 34 - § 1. Im Sinne des vorliegenden Titels gelten folgende Definitionen:

1° „Verwaltung“: die von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, bezeichneten Dienststellen;

2° „CRIE“: das regionale Zentrum für Umwelterziehung („centre régional d'initiation à l'environnement“);

3° „Begleitausschuss“: der Begleitausschuss gemäß Artikel R. 40-15;

4° „VoG“: die gemäß dem Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen gegründete Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht.

§ 2. Die in dem vorliegenden Erlass genannten Fristen sind zwingende Fristen.

Kapitel 2 — Zulassung

Art. R. 34/1 - § 1. Jede VoE, die den durch den Artikel D. 25 festgelegten Bedingungen genügt, kann die Zulassung bezüglich der Übernahme der Verwaltung eines „C.R.I.E.“ beantragen.

Der Antrag auf Zulassung wird in der vom Minister festgelegten Form an die Verwaltung weitergeleitet und enthält folgende Angaben:

1° die Bezeichnung der VoG, ihre Anschrift, sowie eine Abschrift der Veröffentlichung ihrer Satzungen und der letzten Ernennungsurkunde ihrer Verwaltungsratsmitglieder oder eine gleichlautende Abschrift des Antrags auf die Veröffentlichung der Satzungen;

2° eine Mitteilung, in der das beabsichtigte Projekt im Hinblick auf die in Artikel D. 24 des dekretalen Teils erwähnten Aufgaben;

3° eine Veranschlagung der zur Verwirklichung des in Artikel D. 24 Ziffer 3 erwähnten Projekts im Rahmen des in Artikel R. 37 festgelegten Betrags erforderlichen Haushaltsmittel.

§ 2. Der Minister stellt der antragstellenden VoG innerhalb von drei Monaten nach dem Erhalt des als vollständig befundenen Antrags schriftlich die Zulassung oder die Ablehnung der Zulassung zu. Erfolgt innerhalb dieser Frist keine Antwort, kann die Vereinigung ein Erinnerungsschreiben versenden.

Art. R. 35 - Der Minister kann jederzeit nach Stellungnahme des in Artikel D.28-1 erwähnten Begleitausschusses die Zulassung entziehen, wenn einer der folgenden Bedingungen begegnet wird:

1° die VoG entspricht nicht mehr den durch den Artikel D. 25 Absatz 3 festgelegten Bedingungen;

2° die Aufgabe wurde nicht gemäß ihrer Zielsetzung durchgeführt, so wie sie in der Zulassung bestimmt wurde;

3° der Inhaber der Zulassung hat sich der Kontrolle durch die Verwaltung der Durchführung seiner Aufgabe widersetzt;

4° der allgemeine Bericht über die Durchführung von Aktivitäten, der Rechnungsbericht oder jede andere zu übermittelnde Unterlage wurden von dem Inhaber der Zulassung nicht gemäß der in dem Zulassungsbeschluss vorgeschriebenen Frist übermittelt;

5° die Zuschüsse wurden nicht den Ausgaben zugeteilt, die es zu decken galt.

Der Minister informiert die VoG per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung über seine Entscheidung, die Zulassung zu entziehen.

Art. R. 36 - Unbeschadet des Artikels R. 35 kann der Minister nach einem Zeitraum von drei Jahren die Zulassung erneuern.

Sechs Monate vor Ablauf der Zulassung kann die VoG gemäß dem in Artikel R. 34/1 festgelegten Verfahren einen neuen Antrag einreichen.

Der Minister entscheidet innerhalb von drei Monaten nach Eingang des Antrags.

Art. R. 37 - § 1. Der Minister gewährt der anerkannten VoG einen jährlichen Zuschuss, mit dem der Betrieb des CRIE sichergestellt werden kann.

Die Betriebskosten werden auf der Grundlage der folgenden beihilfefähigen Kosten berechnet:

1° die Personalkosten innerhalb der Grenzen der Gehaltstabellen, die für die Bediensteten des wallonischen öffentlichen Dienstes gelten, und

a) für die Einführung des Umweltaktionsplans erforderlich sind

b) für den Betrieb der VoG, d.h. die Unterstützungs- und Koordinationsaufgaben, erforderlich sind;

2° die Betriebskosten, die fünfzehn Prozent des Gesamtbetrags des Zuschusses entsprechen;

3° die spezifischen Betriebskosten im Zusammenhang mit den vorgeschlagenen Maßnahmen (Reisekosten, spezifische Kommunikationskosten, Kosten für Veröffentlichungen...);

4° die Investitionskosten.

§ 2. Der Zuschuss wird nach den folgenden Modalitäten ausgezahlt:

1° ein erster Teilbetrag in Höhe von 50

am Datum der Notifizierung des Beschlusses über die Gewährung des Zuschusses (Jahr n);

2° ein zweiter Teilbetrag in Höhe von 40

sechs Monate nach Erhalt des Zuschusses auf der Grundlage der Stellungnahme des Begleitausschusses;

3° ein dritter Teilbetrag in Höhe von 10

auf der Grundlage eines Jahresberichts über die Verwirklichung der Ziele, einer für aufrichtig und wahrheitsgetreu bescheinigten Forderungsanmeldung und einer genauen zusammenfassenden Übersicht der Ausgaben und Einnahmen gemeinsam mit Belegen im Jahr n+1.

Art. R. 38 - § 1. Der Begleitausschuss zählt zwölf effektive und stellvertretenden Mitglieder sowie fünf Beobachter, die die anerkannten Umweltorganisationen vertreten. Sie werden von der Regierung bezeichnet. Bei der Zusammensetzung des Ausschusses wird die Geschlechterdimension berücksichtigt. Die Mitglieder sind:

1° ein Vertreter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, der jeweils für die Themenbereiche Umwelt, Landwirtschaft, Natur und Forsten zuständig ist;

2° ein Vertreter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, der jeweils für die Themenbereiche Raumordnung und Energie zuständig ist;

3° ein Vertreter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen, der für die Mobilität zuständig ist;

4° ein Vertreter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat, Direktion der nachhaltigen Entwicklung;

5° ein Vertreter des Pools "Umwelt";

6° vier Vertreter der akademischen Kreise mit den Fachgebieten Umweltschutz, Verbesserung des Zustands der Umwelt, Umwelterziehung, Förderung des Umweltbewusstseins und/oder Management von Vereinigungen;

7° ein Vertreter der VoG, die als Netzverband gemäß Artikel D. 28-6 anerkannt sind;

8° ein Vertreter der VoG, die als CRIE zugelassen sind.

§ 2. Die Regierung bezeichnet unter den Mitgliedern des Begleitausschusses einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden.

Die Mandatsdauer der Mitglieder wird auf sechs Jahre festgelegt.

Der Mindestinhalt der allgemeinen Geschäftsordnung nach Artikel 2, 19° des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion kann durch die Regierung ergänzt werden.

§ 3. Der Sitz des Begleitausschusses befindet sich am Sitz des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt. Die Sekretariatsführung wird durch den Öffentlichen Dienst der Wallonie Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt gewährleistet. Sie hat insbesondere die Aufgabe, die Sitzungen des Begleitausschusses zu organisieren, einen Entwurf des jährlichen Tätigkeitsberichts und einen Entwurf der Geschäftsordnung zu erstellen.

§ 4. Jedes Jahr übermittelt der Begleitausschuss der Regierung vor dem 30. September einen Tätigkeitsbericht."

Art. 2 - Titel II/1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, erhält folgende Fassung:

"Titel II/1 — Anerkennung und Bezuschussung der Umweltvereinigungen

Kapitel 1 — Allgemeine Bestimmung

Art. R.39 - Im Sinne des vorliegenden Titels gelten folgende Definitionen:

1° "Verwaltung": die von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, bezeichneten Dienststellen;

2° "VoG": die gemäß dem Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen gegründete Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht.

Kapitel 2 — Anerkennung von Vereinigungen als Umweltvereinigungen

Abschnitt 1 — Verfahren zur Anerkennung der Vereinigungen

Art. R. 40 - § 1. Der Minister gewährt die Anerkennung für eine Dauer von sechs Jahren für eine der folgenden Kategorien:

1° Verband oder Netzwerk;

2° Regionale Vereinigung;

3° Lokale Vereinigung gemäß Artikel D.28-4.

Dieser Antrag wird anhand eines vom Minister für Umwelt festgelegten Formulars bis spätestens 31. Januar oder bis spätestens 31. Juli gemäß Artikel D. 28-9 gestellt.

§ 2. Die Modalitäten der Einreichung eines Anerkennungsantrags über die in Artikel D. 28-10 genannte einzige Anlaufstelle wird von der Regierung festgelegt, die diese Befugnis dem zuständigen Minister übertragen kann. Innerhalb einer Frist von zwanzig Werktagen ab dem Tag, der auf den des Antragseingangs folgt, wird der antragstellenden Vereinigung ein Schreiben über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags übermittelt.

Erfolgt innerhalb dieser Frist keine Antwort, kann die Vereinigung ein Erinnerungsschreiben versenden.

Der Antrag ist gilt als unvollständig, wenn die in Art. R.40-3 und R.40-4 angeführten Elemente fehlen.

Wird der Antrag für unvollständig erklärt, so sendet die Verwaltung den Antragstellern eine Liste der fehlenden Elemente zu und bestimmt die Frist, innerhalb deren ihr die fehlenden Unterlagen zu übermitteln sind, und die fünfzehn Werktage ab Erhalt der vorgenannten Liste nicht überschreiten darf.

Wenn der bzw. die Antragsteller die angeforderten Elemente nicht innerhalb der gesetzten Frist übermittelt hat, wird der Antrag für unzulässig erklärt.

Innerhalb von zwanzig Werktagen nach Eingang der fehlenden Elemente stellt die Verwaltung der antragstellenden Vereinigung ihre Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu.

Art. R. 40-1 - Die Anerkennung wird je nach Datum der Antragstellung ab dem ersten Januar oder dem ersten September für eine Dauer von sechs Jahren gewährt.

Art. R. 40-2 - Spätestens sechs Monate vor Ablauf der Anerkennung reicht die Vereinigung über die in Artikel D. 28-10 genannte einzige Anlaufstelle einen Antrag auf Erneuerung bei der Verwaltung ein.

Der Antrag auf Erneuerung enthält eine Aktualisierung der in Abschnitt 2 dieses Kapitels genannten Elemente.

Das Verfahren für die Erneuerung ist das in Artikel R.40 bis R.40-2 festgelegte Verfahren.

Abschnitt 2 — Mindestinhalt des Anerkennungsantrags

Art. R. 40-3 - § 1. Der Anerkennungsantrag kann von einem oder mehreren Umweltvereinigungen gemeinsam gestellt werden und enthält für jede der antragstellenden Vereinigungen mindestens die folgenden Angaben auf dem in Artikel D. 40 § 1 vorgesehenen Formular:

1° die Kategorie, für die der Anerkennungsantrag gestellt wird;

2° die Anschrift der Geschäftsstelle und die Kontaktinformationen der Vereinigung;

3° eine finanzielle Übersicht, die eine zusammenfassende Tabelle der Einnahmen und Ausgaben nach Posten in den drei Jahren vor der Antragstellung enthält;

4° ein Dokument, in dem der Hauptzweck und die strategische Vision der Vereinigung dargelegt werden und erklärt wird, wie die Maßnahmen der Vereinigung Aufgaben von allgemeinem Interesse entsprechen, sich in die Umweltpolitik einfügen und auf die größten umweltpolitischen Herausforderungen der Gesellschaft auf lokaler, regionaler, nationaler und internationaler Ebene ausgerichtet sind;

5° einen Bericht über die Aktivitäten in den vorangegangenen zwei Kalenderjahren mit einer Beschreibung der Aktivitäten, den Zielgruppen und den Gemeinden und Regionen, in denen die Aktivitäten durchgeführt wurden;

6° eine ehrenwörtliche Erklärung, dass die Bestimmungen von Artikel D. 28-5, 3° eingehalten werden;

7° die Nummer der Haftpflichtversicherung zur Deckung aller Schäden, die im Rahmen ihrer Tätigkeit, der Tätigkeit ihrer Personalmitglieder oder der ehrenamtlichen Mitarbeiter entstehen.

Art. R. 40-4 - Um als "Verband oder Netzwerk" anerkannt zu werden, sind dem Antrag auf Anerkennung gemäß Artikel D.28-9 folgende ergänzende Dokumente beizulegen:

1° die Liste ihrer Mitglieder sowie die zu erfüllenden Mitgliedschaftsvoraussetzungen,

2° eine Liste der Dienstleistungen, die die Vereinigung ihren Mitgliedern und der Öffentlichkeit anbietet, und eine Liste der Dienstleistungen, die in den beiden vorangegangenen Kalenderjahren tatsächlich für ihre Mitglieder und die Öffentlichkeit erbracht wurden,

3° die Liste der Instanzen, in denen die Vereinigung ihre Mitglieder vertritt.

Kapitel 3 — Bezuschussung von Vereinigungen, die als Umweltvereinigungen anerkannt sind

Art. R. 40-5 - § 1. Eine als Umweltvereinigung anerkannte Vereinigung kann auf der Grundlage eines auf drei Jahre angelegten Umweltaktionsplans einen Antrag auf einen Zuschuss stellen.

Dieser Antrag kann auch von einem Verband oder einem Netzwerk gestellt werden, entweder für sich selbst oder für die als Umweltvereinigungen anerkannten Vereinigungen, aus denen sie sich zusammensetzen, sofern diese zustimmen.

Die Wallonische Regierung kann diesen Betrag jährlich indexieren.

§ 2. Der Umweltaktionsplan einer Vereinigung, die als Verwalter eines CRIE zugelassen ist, beschreibt unter anderem die in Art. D. 24 angeführten spezifischen Aufgaben der CRIE.

§ 3. Die im Rahmen einer Bezuschussung zulässigen kommenden Beträge werden gemäß dem vom Begleitausschuss bestätigten Umweltaktionsplan der Vereinigung festgelegt, der das Personal (Anzahl der Vollzeitbeschäftigungsgleichwerte) umfasst, das für die Durchführung der Aktivitäten erforderlich ist.

§ 4. Ein Bericht über die Bewertung des Antrags auf einen Zuschuss wird von der Verwaltung verfasst und dem zuständigen Minister gemäß den in Artikel R.40 § 2 aufgeführten Modalitäten übermittelt.

§ 5. Der Minister übermittelt der antragstellenden Vereinigung seine Entscheidung innerhalb eines Monats ab dem Tag, der auf das Datum folgt, an dem er den Bewertungsbericht der Verwaltung erhalten hat.

Art. R. 40-6 - Der Zuschuss wird gemäß den in Artikel D.28-13 aufgeführten Modalitäten ausgezahlt. Der in Absatz 2 genannte Betrag wird auf 3.000 Euro festgesetzt.

Bei Zuschüssen von weniger als 3.000 Euro sind Umweltvereinigungen von der Übermittlung der in Absatz 1 Ziffern 2 und 3 genannten Belege sowie der in Absatz 1 Ziffer 4 genannten Belege und Zahlungsnachweise befreit, wenn sie eine ehrenwörtliche Erklärung abgeben, deren Inhalt von der Regierung festgelegt wird. Die Umweltvereinigung, die ihre Ausgaben über eine ehrenwörtliche Erklärung nachweist, ist verpflichtet, die Belege fünf Jahre lang aufzubewahren. Die Regierung ist befugt, den betreffenden Betrag anzupassen und die Modalitäten rund um diese Ausgabe zu präzisieren.

Art. R. 40-7 - Der Antrag nach Artikel R.40-5 umfasst einen Umweltaktionsplan, der zusätzlich zu den in Artikel D.28-12 § 2 aufgeführten Elementen mindestens folgende Elemente enthält:

- a) das Aktivitätenprogramm für das erste Jahr mit einer Vorausschau auf drei Jahre;
- b) die Identifizierung der Zielgruppen für die Aktivitäten;
- c) die Strategien und Methoden, die die Vereinigung einsetzen will, um die im Aktionsplan zur Förderung des Umweltbewusstseins festgelegten Ziele zu erreichen;
- d) Ergebnisindikatoren;
- e) die Beschreibung und die vorausgesehene Verteilung der für die Erreichung der Zielsetzungen des Tätigkeitsprogramms notwendigen logistischen, personellen und finanziellen Ressourcen,
- f) gegebenenfalls einen Bericht über die zuvor durchgeführte Bewertung des abgelaufenen Aktionsplans zur Förderung des Umweltbewusstseins.

Der Minister legt das Antragsformular fest.

Der Betrag des beantragten Zuschusses wird nach den in Artikel R. 40-8 vorgesehenen Posten sowie den Einnahmen aus der Tätigkeit und den anderen Finanzierungsquellen aufgeschlüsselt.

Art. R. 40-8 - § 1. Der Minister legt fest, wie der Zuschuss berechnet wird, und zwar auf Pauschalbasis und unter der Voraussetzung, dass der Zuschuss die Betriebskosten im Zusammenhang mit der Durchführung eines Umweltaktionsplans deckt.

§ 2. Die Betriebskosten werden auf der Grundlage der folgenden beihilfefähigen Kosten berechnet:

1° die Personalkosten innerhalb der Grenzen der Gehaltstabellen, die für die Bediensteten des wallonischen öffentlichen Dienstes gelten, und

- a) für die Umsetzung des Aktionsplans zur Förderung des Umweltbewusstseins erforderlich sind;
 - b) für den Betrieb der VoG, d.h. die Unterstützungs- und Koordinationsaufgaben, erforderlich sind;
- 2° die Betriebskosten, die fünfzehn Prozent des Gesamtbetrags des Zuschusses entsprechen;

3° die spezifischen Betriebskosten im Zusammenhang mit den vorgeschlagenen Maßnahmen (Reisekosten, spezifische Kommunikationskosten, Kosten für Veröffentlichungen...);

4° die Investitionskosten.

§ 3. Auf der Grundlage von Begründungen, die gegenüber dem Begleitausschuss ordnungsgemäß begründet und von der Verwaltung bestätigt werden, kann der Begünstigte eine Rücklage für Sozialverbindlichkeiten in Höhe von maximal dreißig Prozent der bezuschussten Personalkosten bilden.

Kapitel 4 — Kontrolle und Bewertung

Abschnitt 1 — Kontrolle

Art. R. 40-9 - Der Minister kontrolliert die Einhaltung durch die Umweltvereinigung der in den Artikeln D. 28-5 bis D.28-8 angeführten Bedingungen.

Art. R. 40-10 - Die Vereinigung übermittelt der Verwaltung über die in Artikel D. 28-10 genannte einzige Anlaufstelle einen allgemeinen Bericht über die Durchführung der Aktivitäten bis spätestens zum 1. April des Folgejahres für ab dem 1. Januar anerkannte Vereinigungen oder bis zum 1. Oktober des Folgejahres für ab dem 1. Juli anerkannte Vereinigungen. Diesem allgemeinen Bericht über die Durchführung der Aktivitäten muss eine Forderungsanmeldung und eine zusammenfassende Tabelle der Einnahmen und Ausgaben nach Haushaltsposten beigefügt werden, anhand derer die Verwendung des abgelaufenen Teilbetrags belegt werden kann.

Der jährliche Tätigkeitsbericht wird der Verwaltung über die in Artikel D. 28-10 genannte einzige Anlaufstelle übermittelt.

Gemäß Artikel D.28-14 Absatz 2 wird die Bilanz der Vereinigung dem allgemeinen Bericht über die Durchführung von Aktivitäten beigefügt.

Art. R. 40-11 - In dem in Artikel D.28-15 genannten allgemeinen Bericht über die Durchführung von Aktivitäten wird der Umweltaktionsplan bilanziert.

Die Umweltvereinigung oder der Verband oder das Netzwerk übermittelt der Regierung sechs Monate vor Ablauf des Umweltaktionsplans diesen Bericht.

Die Regierung genehmigt oder lehnt diesen Bericht innerhalb von drei Monaten nach Erhalt ab.

Die Umweltvereinigung oder der Verband bzw. das Netzwerk kann ein Erinnerungsschreiben versenden.

Abschnitt 2 — Aussetzung und Entzug der Anerkennung und der Zuschüsse

Art. R. 40-12 § 1. Wenn der Minister aufgrund eines Berichts, der die Protokolle der Begleitausschüsse oder andere Elemente enthält, feststellt, dass eine Vereinigung die Bedingungen für die Gewährung der Anerkennung oder des Zuschusses nicht oder nicht mehr erfüllt, übermittelt er der Vereinigung per Einschreiben oder auf eine andere Weise, die dem Versand und dem Empfang ein sicheres Datum verleiht, eine Verwarnung und gibt ihr die Frist an, innerhalb derer sie die Bedingungen für die Gewährung der Anerkennung und/oder des Zuschusses erfüllen muss.

Der Minister ist befugt, die Gewährung der Zuschüsse für diesen Zeitraum auszusetzen.

Die anerkannte Vereinigung wird aufgefordert, vor jedem Aussetzungsbeschluss ihre Verteidigungsmittel geltend zu machen.

§ 2. Erfüllt die Vereinigung nach Ablauf der vorgesehenen Frist nicht die vorerwähnten Bedingungen, so entzieht der Minister ihr die Anerkennung oder den Zuschuss. Der Entzug der Anerkennung führt zu dem Entzug des strukturellen Zuschusses unbeschadet des Betrags des bereits ausgezahlten strukturellen Zuschusses. Die anerkannte Vereinigung wird aufgefordert, vor jedem Entzugsbeschluss ihre Verteidigungsmittel geltend zu machen.

Der Beschluss über den Entzug der Anerkennung oder des Zuschusses wird der Vereinigung per Einschreiben mit Rückschein mitgeteilt oder durch jedes sonstige Mittel, der der Aufgabe und der Zustellung des von der Regierung festgelegten Dokuments ein sicheres Datum verleiht.

Kapitel 5 — Widerspruch

Art. D.140 - § 1. In den folgenden Fällen kann die antragstellende Vereinigung bei der Regierung Widerspruch einlegen:

- 1° gegen den Beschluss über die strukturelle Bezuschussung gemäß Artikel R.40-5 § 5;
- 2° gegen eine Entscheidung über die Ablehnung der Gewährung des Zuschusses gemäß den Artikeln R.34/1 § 2, R. 35;

3° tegen die Verweigerung und den Entzug der Anerkennung gemäß Artikel R.34/1 § 2 und R.35;

4° im Falle der Verweigerung der Anerkennung gemäß Artikel R.40-1;

5° im Falle des vollständigen oder teilweisen Entzugs des Zuschusses gemäß Artikel R. 40-12;

6° im Falle des Entzugs der Anerkennung gemäß Artikel R.40-12.

Der Widerspruch ist nur zulässig, wenn er innerhalb von 30 Tagen nach dem Tag eingelegt wird, der dem Tag folgt, an dem:

1° die Entscheidungen gemäß Artikel R.34/1 § 2, R.35, R.36, R.40-1, R.40 § 5, R.40-12 eingegangen sind;

2° die Frist für die Zusendung der in den Artikeln R.34/1 § 2, R.36, R.40 § 2, R.40-12, § 2 vorgesehenen Entscheidung abgelaufen ist.

Der Widerspruch wird an den Sitz des Begleitausschusses geschickt. Darin wird angegeben, worauf sich die Vereinigung beruft, um die Entscheidung anzufechten, und ob die Vereinigung eine Anhörung wünscht.

§ 2. Der Begleitausschuss, der in Art. D. 28-1, übermittelt innerhalb von sechzig Arbeitstagen nach Eingang des Widerspruchs einen Bericht mit einer Stellungnahme an die Regierung. Die Regierung stellt ihren Beschluss innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Werktagen ab Empfang des Begutachtungsberichts des Begleitausschusses oder am Ablauf der dem Begleitausschuss für die Übermittlung seines Beschlussvorschlages gesetzten Frist zu.

Kapitel 6 — Begleitausschuss

Art. R. 40-14 - Der öffentliche Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen im Sinne von Artikel D.28-17 § 4 wird von der Verwaltung im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht. In dem öffentlichen Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen wird Folgendes angegeben:

1° die Bezeichnung und der Gegenstand des bzw. der Mandate,

2° die Unvereinbarkeiten,

3° die Anschrift, an die der Bewerbungsbogen zu richten ist, und

4° die Frist, innerhalb deren der Bewerbungsbogen vorzulegen ist, um zulässig zu sein.

Art. R40-15 - Um als vollständig zu gelten, enthält die in Artikel 28-17 § 4 Absatz 2 genannte Bewerbung mindestens:

- den Lebenslauf, aus dem die Zugehörigkeit zu den akademischen Kreisen hervorgeht;

- alle Elemente, die die Spezialisierung in den Fachgebieten Umweltschutz, Verbesserung des Zustands der Umwelt, Umwelterziehung, Umweltsensibilisierung und/oder Management von Vereinigungen nachweisen können.“

Art. 3 - In Erwartung der Einrichtung der in Artikel D. 28-10 genannte einzigen Anlaufstelle sind die Anträge auf Anerkennung und Bezuschussung der Umweltvereinigungen und die Tätigkeitsberichte und die allgemeinen Berichte über die Durchführung der Umweltaktionspläne in elektronischer Form per E-Mail oder über alle vom Minister festgelegten digitalen Kanäle bei der Verwaltung einzureichen.

Art. 4 - In der Übergangszeit können Anträge auf Anerkennung und Bezuschussung bis zum 31. Januar 2024 gestellt werden, wenn die Anerkennung und Bezuschussung rückwirkend zum 1. Januar 2024 erfolgen soll. Der Bezuschussungszeitraum für den Umweltaktionsplan der anerkannten Vereinigungen wird nicht über das Datum 30. Juni 2025 hinausgehen. Der Minister für Umwelt sieht die Modalitäten für die Fortsetzung der Bezuschussung bis spätestens 31. Oktober 2024 gemäß den Modalitäten des vorliegenden Erlasses vor.

Art. 5 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Dezember 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/200500]

7 DECEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Titel II en Titel II/1 van deel III van het regelgevend deel van Boek 1 van het Milieuwetboek wat betreft milieu-initiatie en de erkenning en structurele subsidiëring van de milieuverenigingen

De Waalse Regering,

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, artikel D.25, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014, artikel D.27, de artikelen D.28-1, tweede lid, D.28-9, § 1, leden 2 en 3, en § 2, D.28-11, § 1, lid 2, en § 2, leden 3 en 4, D.28-12, § 1 en § 2, leden 1 en 2, D.28-13, leden 1 en 2, D.28-14, leden 1 en 2, D.28-15, leden 4, en D.28-16, § 2, leden 2, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014;

Gelet op het regelgevend deel van Boek 1 van het Milieuwetboek;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 maart 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 april 2023;

Gelet op het rapport van 7 april 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 74.130/4 van de Raad van State, gegeven op 27 september 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In Boek 1, Deel III, van het Milieuwetboek, wordt Titel II vervangen als volgt:

“Titel II. — Milieuintiatie

Hoofdstuk 1. — Algemene bepalingen

Art. 34. § 1. In de zin van deze Titel wordt verstaan onder :

1° “het bestuur”: de diensten aangewezen door de minister van Leefmilieu;

2° “CRIE”: gewestelijk centrum voor milieu-initiatie;

3° “het begeleidingscomité”: het begeleidingscomité bedoeld in artikel R. 40-15;;

4° “VZW”: een vereniging zonder winstoogmerk die is opgericht overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen

§ 2 De in dit besluit bedoelde termijnen zijn dwingende termijnen.

Hoofdstuk 2. — Erkenning

Art. R. 34/1. § 1. Elke VZW die voldoet aan de voorwaarden van artikel D. 25 kan erkenning aanvragen om het beheer van een “CRIE” over te nemen.

De erkenningsaanvraag wordt aan de autoriteiten gezonden volgens de door de minister vastgestelde procedures en bevat de volgende gegevens:

1° de naam van de VZW, haar adres, samen met een kopie van de publicatie van haar statuten en van de meest recente akte tot benoeming van haar bestuurders, of een eensluidend verklaard afschrift van de aanvraag tot publicatie van de statuten;

2° een nota die het geplande project beschrijft met betrekking tot de opdrachten bedoeld in artikel D. 24 van het decreetgevend deel;

3° een voorlopig budget dat nodig is voor de uitvoering van het project bedoeld in artikel D. 24, 3° binnen het bedrag bepaald in artikel R. 37.

§ 2. De minister brengt de aanvragende VZW per brief op de hoogte van de erkenning of weigering van erkenning binnen drie maanden na ontvangst van de volledige aanvraag. Als er binnen deze periode geen reactie is ontvangen, kan de vereniging een herinneringsbrief sturen.

Art. R. 35. De Minister kan de goedkeuring te allen tijde intrekken, onder voorbehoud van het advies van het begeleidingscomité, bedoeld in artikel D.28-1, indien aan een van de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de VZW voldoet niet meer aan de voorwaarden bepaald in artikel D. 25, paragraaf 3;

2° de opdracht werd niet uitgevoerd overeenkomstig haar doel zoals omschreven in de erkenning;

3° de houder van de erkenning heeft zich verzet tegen de controle van de administratie op de uitvoering van haar opdracht;

4° het algemeen verslag over de uitvoering van de activiteiten, het boekhoudkundig verslag of elk ander document dat moet worden meegedeeld, zijn niet door de houder van de toelating verstuurd binnen de termijn voorgeschreven door de erkenningsbeslissing;

5° de subsidies zijn niet toegewezen aan de uitgaven waarvoor ze bedoeld zijn;

De Minister brengt de VZW per aangetekende brief met ontvangstbevestiging op de hoogte van zijn beslissing om de erkenning in te trekken.

Art. R. 36. Onverminderd artikel R. 35 kan de Minister de erkenning na een periode van drie jaar verlengen.

Zes maanden voor het einde van de erkenningsperiode kan de VZW een nieuwe aanvraag indienen volgens de procedure van artikel R. 34/1.

De Minister neemt een beslissing binnen drie maanden na ontvangst van het verzoek.

Art. R. 37. § 1. De Minister verleent een jaarlijkse subsidie aan de erkende VZW om de werking van de “CRIE” te garanderen.

Werkingskosten worden berekend op basis van de volgende in aanmerking komende kosten:

1° de personeelskosten binnen de grenzen van de loonschalen die van toepassing zijn op de ambtenaren in het Waalse openbaar ambt, en

a) die nodig zijn om het milieuactieplan uit te voeren

b) die nodig zijn voor de werking van de VZW, d.w.z. ondersteunende en coördinerende functies;

2° de werkingskosten, die overeenkomen met 15

van de totale subsidie;

3° specifieke werkingskosten in verband met de voorgestelde acties (verplaatsingen, specifieke communicatiekosten, publicatiekosten, enz;)

4° investeringskosten.

§ 2 De subsidie wordt als volgt betaald:

1° een eerste schijf van 50

bij de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie (jaar n);

2° een tweede schijf van 40

zes maanden na ontvangst van de subsidie, op basis van het advies van het opvolgingscomité;

3° een derde schijf van 10

op basis van een jaarlijks uitvoeringsverslag, een deugdelijk en onvergolden verklaarde schuldvordering en een nauwkeurige samenvattende staat van uitgaven en inkomsten, vergezeld van bewijsstukken in jaar n+1.

Art. R. 38. § 1. Het begeleidend comité bestaat uit twaalf gewone en plaatsvervangende leden en vijf waarnemers die erkende milieuverenigingen vertegenwoordigen en door de Regering zijn benoemd. Bij de samenstelling van het comité wordt rekening gehouden met de genderdimensie. De leden zijn :

- 1° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, verantwoordelijk voor respectievelijk milieu, landbouw, natuur en bossen;
- 2° een vertegenwoordiger van de Waalse overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie die respectievelijk bevoegd is voor ruimtelijke ordening en energie;
- 3° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur belast met mobiliteit;
- 4° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst, Directie Duurzame Ontwikkeling;
- 5° een vertegenwoordiger van de beleidsgroep "Leefmilieu";
- 6° vier vertegenwoordigers uit de academische wereld die gespecialiseerd zijn in milieubescherming, verbetering van de toestand van het milieu, milieueducatie, milieubewustzijn en/of verenigingsmanagement;
- 7° een vertegenwoordiger van de VZW's erkend als netwerkfederaties krachtens art. D 28-6;
- 8° een vertegenwoordiger van de als "CRIE" erkende VZW's.

§ 2. De Regering benoemt een voorzitter en een ondervoorzitter onder de leden van het begeleidingscomité.

De leden worden benoemd voor een periode van zes jaar.

De minimale inhoud van het huishoudelijk reglement, zoals bepaald in artikel 2, 19°, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, kan door de Regering worden aangevuld.

§ 3. De zetel van het begeleidingscomité is gevestigd bij het directoraat-generaal Landbouw, natuurlijke hulpbronnen en milieu. Het secretariaat wordt verzorgd door het directoraat-generaal Landbouw, natuurlijke hulpbronnen en milieu, en is verantwoordelijk voor de organisatie van de vergaderingen van het begeleidingscomité, de opstelling van een ontwerp voor het jaarlijkse activiteitenverslag en de opstelling van een ontwerp voor het huishoudelijk reglement.

§ 4 Elk jaar vóór 30 september zendt het begeleidingscomité aan de Regering een verslag over zijn activiteiten."

Art. 2. In hetzelfde wetboek wordt titel II/1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 15 mei 2014, vervangen door de volgende tekst:

"Titel II/1. — Erkenning en subsidiëring van milieuverenigingen

Hoofdstuk 1. — Algemene bepalingen

Art. R.39. In de zin van deze Titel wordt verstaan onder :

- 1° "het bestuur": de diensten aangewezen door de minister van Leefmilieu;
- 2° "de VZW": een vereniging zonder winstoogmerk die is opgericht overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen

Hoofdstuk 2. — Erkenning van verenigingen als milieuverenigingen

Afdeling 1. — Procedure voor de erkenning van verenigingen

Art. R. 40. § 1. Erkenning wordt voor een periode van zes jaar verleend door de minister voor een van de volgende categorieën:

- 1° federatie of netwerk;
- 2° regionale vereniging;
- 3° plaatselijke vereniging overeenkomstig artikel D.28-4.

Deze aanvraag wordt gedaan met behulp van een formulier dat uiterlijk 31 januari of uiterlijk 31 juli door de Minister van Leefmilieu wordt vastgesteld overeenkomstig artikel D. 28-9.

§ 2. De procedures voor het indienen van een erkenningsaanvraag via het in artikel D 28-10 bedoelde eenheidsloket worden bepaald door de Regering, die deze bevoegdheid kan delegeren aan de bevoegde minister. Binnen twintig werkdagen na ontvangst van de aanvraag wordt aan de aanvragende vereniging een brief gestuurd waarin een uitspraak wordt gedaan over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag.

Als er binnen deze periode geen reactie is ontvangen, kan de vereniging een herinneringsbrief sturen.

De aanvraag wordt als onvolledig beschouwd als de informatie gedefinieerd in artikelen R. 40-3 en R. 40-4 ontbreekt.

Als de aanvraag onvolledig wordt verklaard, stuurt het bestuur de aanvragers een lijst met de ontbrekende informatie en geeft ze aan binnen welke termijn de ontbrekende documenten naar het bestuur moet worden gestuurd, uiterlijk binnen vijftien werkdagen na ontvangst van de lijst met ontbrekende informatie.

Als de aanvrager(s) de gevraagde informatie niet binnen de gestelde termijn heeft (hebben) verzonden, wordt de aanvraag niet-ontvankelijk verklaard.

Binnen twintig werkdagen na ontvangst van de ontbrekende informatie stuurt het bestuur haar beslissing naar de aanvragende vereniging, waarin wordt besloten of de aanvraag volledig en ontvankelijk is.

Art. R. 40/1. Erkenning wordt verleend vanaf 1 januari of 1 september, afhankelijk van de datum van aanvraag, voor een periode van zes jaar.

Art. R. 40/2. Uiterlijk zes maanden voordat de erkenning verloopt, dient de vereniging een aanvraag voor verlenging in bij het bestuur via het eenheidsloket waarnaar wordt verwezen in artikel D. 28-10.

De verlengingsaanvraag moet een bijgewerkte versie bevatten van de informatie waarnaar in afdeling 2 van dit hoofdstuk wordt verwezen.

De verlengingsprocedure wordt beschreven in artikel R.40 tot en met R. 40-2.

Afdeling 2. — Minimuminhoud van de erkenningsaanvraag

Art. R. 40/3. § 1. De erkenningsaanvraag kan door één of meer milieuverenigingen samen worden ingediend en moet voor elke aanvragende vereniging ten minste de volgende informatie bevatten, met gebruikmaking van het formulier bedoeld in artikel D. 40, § 1 :

1° identificatie van de categorie waarvoor de erkenningsaanvraag wordt ingediend;

2° het adres van het operatiecentrum en de contactgegevens van de vereniging;

3° een financieel overzicht met een samenvattende tabel van de inkomsten en uitgaven per post voor de drie jaren voorafgaand aan de aanvraag;

4° een nota waarin het hoofddoel en de strategische visie worden voorgesteld en waarin wordt uitgelegd hoe de acties van de vereniging beantwoorden aan opdrachten van algemeen belang, passen in het milieubeleid en inspelen op de grote milieu-uitdagingen waarmee de samenleving op lokaal, regionaal, nationaal en internationaal niveau wordt geconfronteerd;

5° een verslag over de activiteiten uitgevoerd tijdens de voorbije twee kalenderjaren, met een beschrijving van de activiteiten, de doelgroepen en de gemeenten en regio's waar de activiteiten werden uitgevoerd;

6° een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat zij voldoet aan artikel D. 28-5, 3°;

7° het nummer van de verzekeringspolis burgerlijke aansprakelijkheid die alle schade dekt die voortvloeit uit haar activiteit of die van haar personeel of vrijwilligers.

Art. R. 40/4. Om erkend te worden als een "Federatie of Netwerk" moet de aanvraag voor erkenning zoals bedoeld in Artikel D. 28-6 de volgende aanvullende informatie bevatten:

1° de lijst van haar leden en de voorwaarden om lid te worden;

2° een lijst van de diensten die de vereniging aanbiedt aan haar leden en aan het publiek en een lijst van de diensten die effectief werden geleverd aan haar leden en aan het publiek in de twee voorgaande kalenderjaren;

3° de lijst van de organen waarin de vereniging haar leden vertegenwoordigt.

Hoofdstuk 3. — Subsidiëring van de verenigingen erkend als milieuverenigingen

Art. R. 40/5. § 1. Verenigingen die erkend zijn als milieuverenigingen kunnen een subsidie aanvragen op basis van een driejarig milieuactieplan.

Een dergelijk verzoek kan ook worden ingediend door een federatie of netwerk, hetzij namens zichzelf, hetzij namens de ledenverenigingen die als milieuverenigingen zijn erkend, op voorwaarde dat zij daarmee instemmen.

De Waalse regering kan dit bedrag jaarlijks indexeren.

§ 2. In het milieuactieplan van een vereniging die is erkend om een "CRIE" te beheren, worden met name de opdrachten beschreven die specifiek zijn voor "CRIE's", zoals beschreven in art. D. 24.

§ 3. De bedragen die in aanmerking komen voor subsidies worden bepaald op basis van het milieuactieplan van de vereniging, gevalideerd door het ondersteuningscomité, met inbegrip van het personeel (aantal voltijdse equivalenten) dat nodig is om de activiteiten uit te voeren.

§ 4 Een beoordelingsverslag over de subsidieaanvraag wordt opgesteld door het bestuur en toegezonden aan de betrokken Minister volgens de procedures bepaald in artikel R.40, § 2.

§ 5. De Minister stuurt zijn beslissing naar de aanvragende vereniging binnen een termijn van één maand vanaf de dag die volgt op de datum van ontvangst van het evaluatieverslag van het bestuur.

Art. R. 40/6. De subsidie wordt betaald volgens de voorwaarden en bepalingen in artikel D.28-13. Het in het tweede lid bedoelde bedrag wordt vastgesteld op 3.000 euro.

Voor subsidies van minder dan 3.000 euro zijn milieuverenigingen vrijgesteld van het opsturen van de bewijsstukken, vermeld in lid 1, 2° en 3°, en de bewijsstukken en betalingsbewijzen, vermeld in lid 1, 4°, op voorwaarde dat ze een verklaring op erewoord opsturen waarvan de inhoud bepaald wordt door de Regering. Milieuverenigingen die hun uitgaven rechtvaardigen door middel van een verklaring op erewoord, moeten de bewijsstukken gedurende vijf jaar bewaren. De Regering is gemachtigd het streefbedrag aan te passen en de voorwaarden met betrekking tot deze uitgaven te specificeren.

Art. R. 40/7. De subsidieaanvraag bedoeld in artikel R.40-5 bevat een milieuactieplan dat, naast de elementen opgesomd in artikel D.28-12, § 2, ten minste de volgende elementen bevat:

a) het activiteitenprogramma voor het eerste jaar, met een vooruitblik over drie jaar;

b) identificatie van de doelgroepen van de activiteiten;

c) de strategieën en methodologieën die de vereniging wil gebruiken om de doelstellingen van het actieplan voor milieubewustzijn te bereiken d) prestatie-indicatoren;

e) een beschrijving en toewijzing van de logistieke, personele en financiële middelen die nodig zijn om de doelstellingen van het activiteitenprogramma te verwezenlijken;

f) indien van toepassing, een evaluatierapport over het eerder voltooid actieplan voor milieubewustzijn.

De Minister stelt het aanvraagformulier vast.

Het bedrag van de aangevraagde subsidie wordt uitgesplitst in de in artikel R. 40-8 vermelde posten, de door de activiteit gegenereerde inkomsten en andere financieringsbronnen.

Art. R. 40/8. § 1 De Minister bepaalt de methode voor de berekening van de subsidie op forfaitaire basis, met dien verstande dat de subsidie de exploitatiekosten dekt die gepaard gaan met de uitvoering van een milieuactieplan.

§ 2. Werkingskosten worden berekend op basis van de volgende in aanmerking komende kosten:

1° de personeelskosten binnen de grenzen van de loonschalen die van toepassing zijn op de ambtenaren in het Waalse openbaar ambt, en

a) die nodig zijn om het actieplan inzake milieubewustzijn uit te voeren

b) die nodig zijn voor de werking van de VZW, d.w.z. ondersteunende en coördinerende functies;

2° de werkingskosten, die overeenkomen met 15

van de totale subsidie;

3° specifieke werkingskosten in verband met de voorgestelde acties (verplaatsingen, specifieke communicatiekosten, publicatiekosten, enz.);

4° investeringskosten.

§ 3 Op basis van redenen die naar behoren worden gemotiveerd aan het begeleidingscomité en gevalideerd door de administratie, mag de begunstigde een reserve voor sociale verplichtingen aanleggen tot maximaal dertig procent van de gesubsidieerde personeelskosten.

Hoofdstuk 4. — Monitoring en beoordeling

Afdeling 1. — Controle

Art. R. 40/9. De Minister controleert of de milieuvereniging voldoet aan de erkenningsvoorwaarden in de artikelen D. 28-5 tot en met D. 28-8.

Art. R. 40-10. De vereniging bezorgt het bestuur een algemeen verslag over de uitvoering van haar activiteiten, via het eenheidsloket bedoeld in artikel D. 28-10, en dit ten laatste op 1 april van het volgende jaar voor de verenigingen erkend vanaf 1 januari, of op 1 oktober van het volgende jaar voor de verenigingen erkend vanaf 1 juli. Dit algemene verslag over de uitvoering van activiteiten moet vergezeld gaan van een schuldvorderingsverklaring en een overzichtstabel van inkomsten en uitgaven per begrotingspost, die het gebruik van de afgelopen termijn rechtvaardigen.

Het jaarlijkse activiteitenverslag wordt naar het bestuur gestuurd via het eenheidsloket waarnaar wordt verwezen in artikel D. 28-10.

In overeenstemming met artikel D.28-14, lid 2, wordt de boekhoudkundige balans van de vereniging bij het algemene verslag over de uitvoering van haar activiteiten gevoegd.

Art. R. 40-11. In het algemeen verslag over de uitvoering van de activiteiten bedoeld in artikel D.28-15 wordt het milieuactieplan geëvalueerd.

De milieuvereniging, -federatie of -netwerk stuurt dit rapport zes maanden voor het einde van het milieuactieplan naar de overheid.

De Regering keurt het rapport binnen drie maanden na ontvangst goed of af.

De milieuvereniging, -federatie of -netwerk kan een herinneringsbrief sturen.

Afdeling 2. — Schorsing en intrekking van erkenningen en subsidies

Art. R. 40-12 § 1. Indien de minister op basis van een verslag met de notulen van de begeleidingscomités of andere informatie vaststelt dat een vereniging niet of niet langer voldoet aan de voorwaarden voor de toekenning van een erkenning of subsidie, stuurt hij de vereniging per aangetekende brief of op een andere wijze die voorziet in een verzend- en ontvangstdatum een waarschuwing met vermelding van de termijn waarbinnen de vereniging moet voldoen aan de voorwaarden voor de toekenning van een erkenning en/of subsidie.

De minister kan de subsidieverlening gedurende deze periode opschorten.

De erkende vereniging wordt uitgenodigd om haar verdedigingsmiddelen te presenteren voordat een besluit tot schorsing wordt genomen.

§ 2. Als de vereniging niet binnen de gestelde termijn heeft voldaan, trekt de minister de erkenning of de subsidie in. Intrekking van de erkenning heeft intrekking van de structurele subsidie tot gevolg, onverminderd het bedrag van de reeds betaalde structurele subsidie. De erkende vereniging wordt uitgenodigd om haar verdedigingsmiddelen te presenteren voordat een besluit tot intrekking wordt genomen.

Het besluit tot intrekking van de erkenning of van de subsidie wordt aan de vereniging meegedeeld per aangetekende brief met ontvangstbewijs of op enige andere rechtsgeldige wijze, waarbij een bepaalde datum voor de verzending en de ontvangst van het document wordt vastgesteld.

Hoofdstuk 5. — Beroep

Art. R. 40-12 § 1. De verzoekende vereniging kan in de volgende gevallen in beroep gaan bij de regering:

1° tegen de beslissing betreffende de structurele subsidie bedoeld in de artikelen R.40-5, § 5;

2° tegen een beslissing tot weigering van de toekenning bedoeld in de artikelen R.34/1, § 2, R. 35;

3° in geval van weigering of intrekking van de erkenning bedoeld in de artikelen R. 34/1, § 2 en R. 35;

4° in geval van weigering van erkenning als bedoeld in artikel R. 40-1;

5° in geval van gehele of gedeeltelijke intrekking van een subsidie als bedoeld in artikel R. 40-12;

6° in geval van intrekking van erkenning als bedoeld in artikel R. 40-12;

Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet het beroep worden ingesteld binnen dertig dagen na de dag volgend op die van :

1° de ontvangst van de beslissingen bedoeld in de artikelen R.34/1 § 2, R.35, R.36, R.40-1, R.40 § 5, R.40-12;

2° het verstrijken van de termijn voor het verzenden van de beslissing bedoeld in de artikelen R. 34/1, § 2, R. 36, R. 40, § 2, en R. 40-12, § 2.

Het beroep wordt naar het hoofdzetel van het begeleidingscomité gestuurd. Hierin staat op welke gronden de vereniging de beslissing aanvecht en of de vereniging gehoord wil worden.

§ 2. Het in Art. D. 28-1 bedoelde begeleidingscomité, stuurt binnen zestig werkdagen na ontvangst van het beroep een advies aan de Regering. De Regering stuurt haar beslissing binnen vijfenveertig werkdagen na ontvangst van het verslag met het advies van het begeleidingscomité of na het verstrijken van de termijn waarover het begeleidingscomité beschikt om haar voorstel voor een beslissing in te dienen.

Hoofdstuk 6. — Begeleidingscomité

Art. R. 40-14. De openbare oproep tot kandidaten bedoeld in artikel D. 28-17, § 4, wordt door het bestuur bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De openbare aanbesteding specificceert de volgende elementen :

1° de titel en het doel van het (de) mandaat(en);

2° de onverenigbaarheden;

3° het adres waarnaar de kandidatuurakte wordt gestuurd;

4° de uiterste datum waarop de kandidatuurakte moet worden verzonden om ontvankelijk te zijn.

Art. R40-15. Om als volledig te worden beschouwd, moet het in artikel 28-17, § 4, tweede lid, bedoelde kandidatuur ten minste het volgende bevatten:

- een curriculum vitae waaruit blijkt dat je een academicus bent;

- Alle elementen waarbij de specialisatie kan worden aangetoond in milieubescherming, verbetering van de toestand van het milieu, milieueducatie, milieubewustzijn en/of verenigingsmanagement.”.

Art. 3. In afwachting van de oprichting van het eenheidsloket bedoeld in artikel D. 28-10, worden aanvragen voor erkenning en subsidies van milieuverenigingen, alsook activiteitenverslagen en algemene verslagen over de uitvoering van milieuactieplannen in elektronische vorm bij het bestuur ingediend via e-mail of andere door de Minister bepaalde digitale kanalen.

Art. 4. Tijdens de overgangperiode kunnen aanvragen voor erkenning en subsidies worden ingediend tot 31 januari 2024, met terugwerkende kracht tot 1 januari 2024. De subsidieperiode voor het milieuactieplan van de erkende verenigingen verstrijkt uiterlijk op 30 juni 2025. De minister van Leefmilieu zal voorzien in de voortzetting van de subsidie tot uiterlijk 31 oktober 2024, in overeenstemming met de voorwaarden van dit besluit.

Art. 5. De Minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 december 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen en Landelijke Aangelegenheden,

C. TELLIER

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/001000]

4 MEI 2023. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ter bepaling van het personeelsplan voor het jaar 2023 voor de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Openbaar Ambt

De volgende tekst annuleert en vervoegt de publicatie 2023020128 verschenen in het Belgisch Staatsblad van 18 juli 2023, pagina 60372.

DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING,

Gelet op artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen en op artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de institutionele hervormingen ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2017 houdende oprichting van Brussel Openbaar Ambt ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 juli 2019 tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/001000]

4 MAI 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant le plan de personnel pour l'année 2023 du Service public régional Bruxelles Fonction Publique

Le texte suivant annule et remplace la publication n° 2023020128, publiée dans le Moniteur belge du 18 juillet 2023, p. 60372.

LE GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE,

Vu l'article 40, § 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017 portant création de Bruxelles Fonction Publique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;